

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTÈRE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT 2026

Douzièmes provisoires



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

**LOI ORDINAIRE PORTANT AUTORISATION
EXCEPTIONNELLE DE PERCEPTION DES
RECETTES PUBLIQUES ET RECONDUCTION
DES CREDITS BUDGETAIRES**





RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail – Justice – Solidarité

LOI ORDINAIRE

L/2025/ 041 / CNT

PORTANT AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE PERCEPTION DE
RECETTES PUBLIQUES ET RECONDUCTION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
DE L'EXERCICE 2025

Le Conseil National de la Transition,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique relative aux lois de finances ;

Vu le Règlement intérieur du Conseil National de la Transition ;

Vu la lettre de saisine du Premier Ministre en date du 24 décembre 2025 ;

Après avoir examiné et en avoir délibéré en sa séance plénière du 26 décembre 2025 ;

Adopte la Loi dont la teneur suit :

Article premier : De la constatation de circonstances exceptionnelles

Il est constaté l'existence de circonstances exceptionnelles ayant empêché le dépôt du projet de loi de finances initiale pour l'exercice 2026 dans les délais prévus par la Constitution.

Article 2 : De l'autorisation exceptionnelle de perception des recettes publiques

En application des articles 124 et 125 de la Constitution, il est autorisé, à titre exceptionnel et transitoire, la perception par l'État des recettes fiscales et non fiscales.

Aucune création, modification ou suppression d'imposition de quelque nature que ce soit ne peut intervenir avant l'adoption de la loi de finances initiale pour l'exercice 2026.

Page 1 sur 2

Article 3 : De la reconduction provisoire des crédits budgétaires

La présente Loi autorise la reconduction par décret des crédits budgétaires correspondant aux titres I, II, III et IV du budget de l'exercice 2025. Cette reconduction est strictement limitée à la période précédant l'adoption de la loi de finances initiale pour l'exercice 2026.

Article 4 : De la session extraordinaire consacrée à la loi de finances initiale 2026

Conformément à l'article 125 de la Constitution, il est constaté l'ouverture de plein droit d'une session extraordinaire consacrée à l'examen et à l'adoption de la loi de finances initiale pour l'exercice 2026. Le Gouvernement est tenu de déposer le projet de loi de finances initiale au plus tard le 31 janvier 2026.

Article 5 : De la restitution des ressources aux collectivités locales

Le Gouvernement veille au respect des dispositions du dernier alinéa de l'article 125 de la Constitution relatives à la restitution d'au moins soixante-dix pour cent (70 %) des ressources collectées au profit des collectivités locales, au titre de l'exercice 2025, avant la transmission du projet de loi de finances initiale pour l'exercice 2026.

Article 6 : De l'entrée en vigueur


La présente Loi, qui entre en vigueur à compter de sa date de promulgation, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 26 Décembre 2025

Pour la Plénière

La Secrétaire de séance
La Secrétaire parlementaire

Le Président de séance
Le Président du Conseil National de la Transition



Honorable Fanta CONTE



Honorable Dr Dansa KOUROUMA

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

DECRET DE PROMULGATION

**LOI ORDINAIRE
L/2025/041/CNT**



DECRET D/2025/ 0272 /PRG/SGG

**PORTANT PROMULGATION DE LA LOI ORDINAIRE
L/2025/041/CNT PORTANT AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE
PERCEPTION DE RECETTES PUBLIQUES ET RECONDUCTION DES
CREDITS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2025**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution,

DECRETE :

Article 1^{er} : Est promulguée la Loi Ordinaire L/2025/041/CNT portant autorisation exceptionnelle de perception de recettes publiques et reconduction des crédits budgétaires de l'exercice 2025.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le

31 DEC 2025

Président Mamadi DOUMBOUYA



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

DECRET PORTANT MISE EN PLACE DE DOUZIEMES PROVISOIRES



DECRET D/2025/ **0273** /PRG/SGG**PORTANT MISE EN PLACE DE DOUZIEMES PROVISOIRES AU
TITRE DE L'ANNEE 2026****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu** la Constitution,
- Vu** la Loi organique L/2012/012/CNT du 06 août 2012 relative aux Lois de Finances ;
- Vu** la Loi Ordinaire L/2025/041/CNT du 31 décembre 2025 portant autorisation exceptionnelle de perception de recettes publiques et reconduction des crédits budgétaires de l'exercice 2025 ;
- Vu** le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique ;

DECRETE :

Article 1^{er} : La perception des impôts et taxes est autorisée pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2026, conformément aux textes en vigueur. La mobilisation des ressources de financement ne peut intervenir durant cette période.

Article 2 : Les crédits budgétaires des titres I, II, III et IV du budget de l'exercice 2025 sont reconduits sur la base du douzième mensuel en faveur des ministères et institutions, pour la période mentionnée à l'article 1^{er}, conformément aux états de répartition annexés au présent décret.

Cette reconduction est strictement limitée à la période précédant l'adoption de la loi de finances pour l'année 2026.

Article 3 : Le Ministre du Budget est chargé de la mise en œuvre technique du présent décret, en veillant à la stricte application des plafonds par ministère et institution.



Article 4 : Le Ministre du Budget, le Ministre de l'Économie et des Finances ainsi que les ordonnateurs principaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Article 5 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prend effet à compter de la date de sa signature et sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le

31 DEC 2025



Président Mamadi DOUMBOUYA


Guinée



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

REPARTITION DES CREDITS PAR NATURE DE DEPENSE

MINISTERE/INSTITUTION



ANNEXE 1 : REPARTITION DES CREDITS PAR MINISTRES/INSTITUTIONS ET PAR NATURE DE DEPENSE

INSTITUTION/MINISTRE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
T1 CHARGE FINANCIERE DE LA DETTE	3 030 999 406 469	582 749 851 607
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	11 335 344 306 388	2 908 860 796 154
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	8 632 474 547 909	2 396 825 834 071
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	9 507 426 336 841	2 176 359 345 200
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	19 959 710 336 039	0
P.m Projets & Programmes	12 788 610 710 362	0
p.m dépenses d'investissement hors projets	3 505 972 355 677	0
Finex	3 665 127 270 000	0
BAS FCE	225 865 390 463	0
BAS FNDL	798 901 613 467	139 835 000 000
BAS FIM	266 300 537 823	77 920 000 000
BAS FODECCON	496 235 394 590	233 757 500 000
TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	54 253 257 869 989	8 516 308 327 032
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	815 136 541 910	178 996 315 373
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	194 523 074 908	45 559 564 968
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	354 397 001 615	86 620 203 652
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	90 766 903 315	46 816 546 753
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	175 449 562 072	0
dont Projets et Programmes	165 449 562 072	0
dont hors Projets et Programmes	10 000 000 000	0
PRIMATURE	146 854 040 129	23 880 711 966
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	13 660 008 084	3 238 081 455
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	114 689 096 524	18 542 180 511
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	8 401 925 000	2 100 450 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	10 103 010 521	0
dont Projets et Programmes	8 103 010 521	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	5 642 937 644 916	1 299 553 143 397
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	3 546 014 973 009	909 254 631 570
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	1 233 674 506 310	310 501 660 004
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	319 163 165 597	79 796 851 823
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	544 085 000 000	0
dont Projets et Programmes	365 735 000 000	0
dont hors Projets et Programmes	178 350 000 000	0
MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	3 654 496 243 275	823 043 973 706
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	69 667 099 965	18 743 103 057
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	1 561 374 981 394	422 648 362 246
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	208 340 780 048	8 060 008 403
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	519 976 373 811	0
dont Projets et Programmes	87 184 223 811	0
dont hors Projets et Programmes	161 950 000 000	0
dont Finex	270 842 150 000	0
BAS Fonds National de Développement Local (FNDL)	798 901 613 467	139 835 000 000
BAS Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON)	496 235 394 590	233 757 500 000
MINISTRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	2 015 040 114 265	208 407 867 689
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	787 362 855 028	189 996 026 424
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	133 240 589 237	12 505 747 515
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	25 641 950 000	5 906 093 750

INSTITUTION/MINISTERE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 068 794 720 000	0
dont Projets et Programmes	998 244 720 000	0
dont hors Projets et Programmes	70 550 000 000	0
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	824 813 207 029	82 286 518 263
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	229 798 408 528	61 310 083 203
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	47 798 840 311	6 587 229 990
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	158 456 820 290	14 389 205 070
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	388 759 137 900	0
dont Projets et Programmes	329 863 950 000	0
dont hors Projets et Programmes	58 895 187 900	0
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLI A L'ETRANGER	1 268 410 279 801	199 320 724 168
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	323 086 677 378	81 477 552 713
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	692 426 977 117	102 484 972 886
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	61 434 619 306	15 358 198 569
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	191 462 006 000	0
dont Projets et Programmes	76 376 000 000	0
dont hors Projets et Programmes	115 086 006 000	0
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	665 532 801 976	25 425 010 201
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	50 306 047 346	13 348 353 612
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	92 068 018 630	7 345 920 839
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	111 638 006 000	4 730 735 750
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	411 520 730 000	0
dont Projets et Programmes	125 706 000 000	0
dont hors Projets et Programmes	28 498 000 000	0
dont Finex	257 316 730 000	0
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 063 023 763 484	673 008 530 510
T1 CHARGE FINANCIERE DE LA DETTE	3 030 999 406 469	582 749 851 607
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	276 493 606 752	70 809 113 835
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	127 525 195 263	17 636 420 068
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	7 261 455 000	1 813 145 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	620 744 100 000	0
dont Projets et Programmes	181 663 400 000	0
dont hors Projets et Programmes	286 097 000 000	0
dont Finex	152 983 700 000	0
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	354 962 881 428	50 642 873 656
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	85 337 429 725	31 469 728 395
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	34 834 900 328	4 516 945 261
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	82 078 722 000	14 656 200 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	152 711 829 375	0
dont Projets et Programmes	150 731 829 375	0
dont hors Projets et Programmes	1 980 000 000	0
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 328 908 189 617	63 514 384 182
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	94 258 576 852	24 321 285 024
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	253 953 581 472	22 064 682 011
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	70 058 595 433	17 128 417 147
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	910 637 435 860	0
dont Projets et Programmes	75 795 435 860	0

INSTITUTION/MINISTERE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
dont hors Projets et Programmes	20 000 000 000	0
dont Finex	814 842 000 000	0
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	240 448 726 678	24 940 461 617
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	52 070 973 425	14 158 786 179
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	28 324 004 692	4 774 262 245
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	24 036 052 774	6 007 413 193
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	136 017 695 787	0
dont Projets et Programmes	90 839 935 787	0
dont hors Projets et Programmes	4 000 000 000	0
dont Finex	41 177 760 000	0
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	543 129 194 804	101 339 803 468
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	77 347 160 154	19 866 513 870
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	15 303 152 700	1 452 780 003
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	9 559 304 127	2 100 509 595
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	174 619 040 000	0
dont Projets et Programmes	58 727 040 000	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0
dont Finex	113 892 000 000	0
BAS Fonds d'Investissement Minier (FIM)	266 300 537 823	77 920 000 000
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX PUBLICS	6 767 287 543 857	13 957 477 502
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	32 497 072 761	9 071 741 904
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	20 260 042 393	4 382 510 598
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 013 300 000	503 225 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	6 712 517 128 703	0
dont Projets et Programmes	5 717 445 688 703	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0
dont Finex	993 071 440 000	0
MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, CHARGE DE LA RECUPERATION DES DOMAINES SPOLIES DE L'ETAT	376 380 059 655	25 396 598 433
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	64 790 853 390	16 476 259 368
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	17 851 289 140	3 543 197 285
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	21 513 167 125	5 377 141 780
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	272 224 750 000	0
dont Projets et Programmes	190 270 860 000	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0
dont Finex	79 953 890 000	0
MINISTERE DU COMMERCE	269 018 907 775	27 903 360 213
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	75 363 407 910	19 860 395 976
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	29 998 718 142	6 006 344 565
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	27 270 578 361	2 036 619 672
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	136 386 203 362	0
dont Projets et Programmes	46 974 043 363	0
dont hors Projets et Programmes	3 241 159 999	0
dont Finex	86 171 000 000	0
MINISTERE DU TOURISME ET DE L'HOTELLERIE	54 714 795 384	3 750 000 000
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	15 000 000 000	3 750 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	39 714 795 384	0

INSTITUTION/MINISTERE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
dont Projets et Programmes	39 714 795 384	0
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	1 758 911 893 484	302 983 383 768
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	470 347 878 615	119 642 278 653
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	417 438 623 002	97 777 637 828
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	358 681 401 867	85 563 467 287
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	512 443 990 000	0
dont Projets et Programmes	278 200 720 000	0
dont hors Projets et Programmes	53 000 000 000	0
dont Finex	181 243 270 000	0
MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES VULNERABLES	420 893 411 249	41 022 296 581
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	54 660 941 930	12 981 481 995
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	98 950 527 125	15 781 360 825
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	91 520 762 194	12 259 453 761
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	175 761 180 000	0
dont Projets et Programmes	121 186 040 000	0
dont hors Projets et Programmes	5 000 000 000	0
dont Finex	49 575 140 000	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	3 807 046 144 221	822 965 455 555
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	2 806 143 715 074	736 728 606 863
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	306 544 195 260	75 996 198 425
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	41 074 626 070	10 240 650 267
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	446 446 368 726	0
dont Projets et Programmes	190 069 089 243	0
dont hors Projets et Programmes	256 377 279 483	0
BAS FCE	206 837 239 091	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	526 359 804 978	75 576 293 532
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	190 453 834 287	40 330 095 194
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	67 088 481 686	12 869 154 926
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	123 429 719 005	22 377 043 412
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	137 561 770 000	0
dont Projets et Programmes	105 541 770 000	0
dont hors Projets et Programmes	6 465 000 000	0
dont Finex	25 555 000 000	0
BAS FCE	7 826 000 000	0
MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	239 692 084 230	26 327 571 338
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	61 241 369 972	16 792 287 105
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	41 547 983 690	4 265 231 591
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	21 081 260 568	5 270 052 642
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	115 821 470 000	0
dont Projets et Programmes	60 109 770 000	0
dont hors Projets et Programmes	16 181 700 000	0
dont Finex	19 530 000 000	0
MINISTERE DE LA JEUNESSE	588 594 117 076	29 620 667 179
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	87 244 921 132	13 034 994 267
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	190 806 213 579	7 042 074 912
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	49 677 867 000	9 543 598 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	260 865 115 365	0
dont Projets et Programmes	258 865 115 365	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0

INSTITUTION/MINISTERE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	242 554 575 332	44 256 060 515
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	77 554 575 332	20 506 060 515
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	155 000 000 000	23 750 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	10 000 000 000	0
dont Projets et Programmes	10 000 000 000	0
COUR SUPREME	158 645 452 692	28 702 734 244
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	16 554 902 692	3 180 096 744
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	122 090 550 000	25 522 637 500
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	20 000 000 000	0
dont Projets et Programmes	20 000 000 000	0
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	37 011 644 334	5 944 661 083
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	3 657 280 000	833 670 000
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	20 443 964 334	5 110 991 083
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	12 910 400 000	0
dont Projets et Programmes	12 910 400 000	0
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	161 660 408 208	32 775 888 426
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	14 001 972 524	3 788 089 506
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	115 559 007 931	28 551 001 982
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	1 747 287 753	436 796 938
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	30 352 140 000	0
dont Projets et Programmes	21 352 140 000	0
dont hors Projets et Programmes	9 000 000 000	0
SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	528 873 610 259	9 175 796 765
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	16 774 109 829	4 479 718 077
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	11 022 346 042	2 432 255 324
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	393 583 986 795	2 263 823 364
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	107 493 167 593	0
dont Projets et Programmes	105 493 167 593	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	378 168 058 934	54 112 087 519
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	154 381 245 080	39 398 543 973
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	39 459 880 846	7 928 770 294
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	113 292 193 008	6 784 773 252
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	71 034 740 000	0
dont Projets et Programmes	59 072 740 000	0
dont hors Projets et Programmes	10 962 000 000	0
dont Finex	1 000 000 000	0
MINISTERE DES TRANSPORTS	228 403 970 085	20 050 878 472
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	50 278 548 003	13 012 611 240
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	10 023 752 082	2 431 642 108
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	21 229 650 000	4 606 625 124
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	146 872 020 000	0
dont Projets et Programmes	83 849 020 000	0
dont hors Projets et Programmes	52 000 000 000	0
dont Finex	11 023 000 000	0
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX DE GUINEE	43 307 020 092	10 824 055 193
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	1 119 838 092	277 259 694
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	42 187 182 000	10 546 795 499

INSTITUTION/MINISTERE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 568 047 400 931	312 138 174 563
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	549 532 848 590	123 846 054 462
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	82 422 237 730	19 018 309 432
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	738 356 533 239	169 273 810 669
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	186 533 630 000	0
dont Projets et Programmes	142 961 820 000	0
dont hors Projets et Programmes	33 000 000 000	0
dont Finex	10 571 810 000	0
BAS FCE	11 202 151 372	0
ADMINISTRATION ET CONTROLE DES GRANDS PROJETS	207 621 061 855	13 655 265 463
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	54 621 061 855	13 655 265 463
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	153 000 000 000	0
dont Projets et Programmes	153 000 000 000	0
MINISTERE DE L'ENERGIE	4 007 235 284 329	705 141 011 374
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	58 100 751 158	14 023 973 103
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	92 240 683 087	5 865 663 271
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	3 009 256 450 000	685 251 375 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	847 637 400 084	0
dont Projets et Programmes	485 429 020 084	0
dont hors Projets et Programmes	22 000 000 000	0
dont Finex	340 208 380 000	0
MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	252 696 202 689	16 251 618 149
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	40 100 929 031	9 578 577 843
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	36 598 188 658	3 294 140 306
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	13 517 125 000	3 378 900 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	162 479 960 000	0
dont Projets et Programmes	137 079 960 000	0
dont hors Projets et Programmes	2 000 000 000	0
dont Finex	23 400 000 000	0
MINISTERE DE L'ELEVAGE	233 824 114 726	38 299 283 293
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	165 000 000	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	162 103 641 569	36 685 615 004
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	6 454 673 157	1 613 668 289
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	65 100 800 000	0
dont Projets et Programmes	65 100 800 000	0
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	42 452 571 637	3 725 000 000
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	638 000 000	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	17 829 365 000	3 725 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	23 985 206 637	0
dont Projets et Programmes	23 985 206 637	0
MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT	284 475 219 323	30 965 981 298
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	51 947 127 937	13 847 430 348
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	39 933 471 811	3 265 962 461
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	84 156 554 959	13 852 588 489
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	108 438 064 616	0
dont Projets et Programmes	105 438 064 616	0
dont hors Projets et Programmes	3 000 000 000	0

INSTITUTION/MINISTERE	LFR 2025	Douzièmes provisoires (1er Trimestre 2026)
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	65 189 604 591	2 044 010 587
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	22 000 000 000	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	20 189 604 591	2 044 010 587
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	23 000 000 000	0
dont Projets et Programmes	20 000 000 000	0
dont hors Projets et Programmes	3 000 000 000	0
MINISTERE DES SPORTS	962 364 276 573	35 646 204 377
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	25 378 095 920	5 844 523 980
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	124 756 721 589	28 939 180 397
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	3 450 000 000	862 500 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	808 779 459 064	0
dont Projets et Programmes	808 779 459 064	0
MINISTERE DU BUDGET	758 855 166 439	130 857 225 817
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	345 321 646 964	86 720 708 649
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	176 627 953 660	43 121 567 168
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	4 708 419 097	1 014 950 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	232 197 146 718	0
dont Projets et Programmes	165 751 080 000	0
dont hors Projets et Programmes	66 446 066 718	0
COUR DES COMPTES	61 024 173 036	14 383 730 759
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	17 399 250 000	4 102 500 000
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	41 124 923 036	10 281 230 759
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 500 000 000	0
dont Projets et Programmes	2 500 000 000	0
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	109 937 503 150	16 578 895 128
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	649 200 000	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	41 923 630 000	10 200 000 000
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	26 471 535 266	6 378 895 128
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	40 893 137 884	0
dont Projets et Programmes	29 193 137 884	0
dont hors Projets et Programmes	11 700 000 000	0
DEPENSES COMMUNES	7 548 318 159 553	1 866 916 341 710
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	247 118 099 011	96 950 012 390
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	1 766 687 143 703	950 227 637 551
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 742 633 266 262	819 738 691 769
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 791 879 650 577	0
dont Projets et Programmes	593 916 695 000	0
dont hors Projets et Programmes	2 005 192 955 577	0
dont Finex	192 770 000 000	0

77